

Jeholet et Crucke (MR) relancent l'idée d'une Belgique à quatre Régions

ENTITÉS FÉDÉRÉES La Fédération Wallonie-Bruxelles serait à terme une coquille vide

- A la veille des Fêtes de Wallonie, les deux députés wallons plaident pour une évolution institutionnelle de grande ampleur.
- Une logique d'efficacité et de transparence, disent-ils.
- Des coopérations se noueraient entre Régions, selon les besoins.

Dans une carte blanche que *Le Soir* publie ce vendredi, les députés wallons MR Pierre-Yves Jeholet (chef de groupe) et Jean-Luc Crucke relancent le débat sur l'organisation de la Belgique fédérale autour de « quatre Régions fortes ». Avec pour conséquence à terme un affaiblissement du pouvoir des Communautés, voire « la disparition du gouvernement et du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au bout de la logique », commentent les élus.

Le débat n'est pas neuf. Des régionalistes convaincus, on en trouve dans tous les partis, idem pour ceux qui veulent conserver un lien structurel entre Bruxelles et la Wallonie à travers des organes politiques communs. Mais Jeholet et Crucke savent que le fait régional a été consacré par la sixième réforme de l'Etat et que l'occasion est belle d'enfoncer le clou : « Nous

ne sommes pas dans une logique d'opposition. Notre souhait est d'organiser une meilleure lisibilité des institutions, une plus grande efficacité aussi. A Bruxelles et en Wallonie, les francophones ont l'occasion de prendre leur destin pleinement en main. Ne la laissons pas passer ! Et maintenons bien sûr des solidarités fortes ».

Le message se veut fort et rassurant à la fois : « Nous ne traçons pas cette piste par plaisir, mais parce que le pays peut mieux fonctionner de la sorte, notamment son espace francophone. Il faut mettre un terme à une tuyauterie qui rebute les citoyens et les investisseurs, chercher l'efficacité, le pragmatisme. Le fait régional est une réalité sur laquelle on ne reviendra plus, il faut en faire un atout ».

La réflexion des deux élus libéraux conduit à un scénario institutionnel qui reste à ce stade de politique-fiction. En voici toutefois les contours. Une Belgique à quatre Régions, d'abord : Flandre, Wallonie, Bruxelles et Région germanophone (à l'est du pays, on est très demandeur, faut-il le rappeler). Une Fédération Wallonie-Bruxelles qui s'étirole : « Cela prendra du temps, mais au bout du compte, à l'inverse du fédéral, la Fédération sera une coquille vide de compétences. Ses organes politiques ne seront plus utiles ».

Etape ultime : des collaborations entre les quatre Régions,

« lorsque l'intérêt commun le réclame et selon une logique de valeur ajoutée », dit en substance la carte blanche.

« Notre réflexion est aussi celle de la main tendue parce que le lien des Wallons avec les germanophones et les Bruxellois doit être fort et qu'il faut davantage travailler avec la Flandre, ajoutent encore les deux élus. Il est évident que les différentes Régions devront encore mener des politiques communes. On n'utilise pas assez la possibilité de conclure des accords de coopération entre entités fédérées. Cela peut pourtant s'avérer très utile pour travailler ensemble dans le respect des aspirations propres à chaque Région. »

Une question aussi sensible que l'enseignement se prêterait-elle à ces aménagements ? Jeholet et Crucke notent que dans un domaine voisin, la formation en alternance est gérée par Bruxelles et la Wallonie, et vient de faire l'objet d'un accord de coopération afin d'assurer la coordination. « Pour l'école, disent-ils, on peut réfléchir à un cadre global commun sur les programmes, mais préserver l'autonomie des Régions sur la question des infrastructures, par exemple. Il ne s'agit pas de vivre en autarcie, mais au contraire de favoriser des collaborations plus poussées et à géométrie variable. » ■

ERIC DEFFET

RÉACTION**Demotte (PS) :
« La Fédération,
nécessaire maillon »**

Ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte (PS) est bien placé pour commenter la proposition des députés libéraux.

« Ce débat-là est-il celui du moment dans le contexte politique que nous connais-

sons, en plein marasme socio-économique, au milieu d'un monde en déséquilibre ? Dans la rue, je rencontre des gens qui se soucient de la qualité de l'enseignement offert à leurs enfants, jamais de savoir si c'est la Fédération ou la Wallonie qui l'organise. »
« Je ne nie pas que Jeholet et Crucke soulèvent une question légitime de fond : comment mieux tisser le lien entre les institutions et les compétences utiles aux gens ? Mais pourquoi briser le lien de solidarité alors que la sixième réforme de l'Etat n'est pas encore

digérée ? Je note d'ailleurs que les présidents de parti n'ont jamais parlé de cela lors de leurs négociations. »

« La Fédération, c'est le maillon physique de la solidarité entre francophones. La bonne entente entre les Régions ou même des accords de coopération n'auront jamais cette dimension-là. Ce maillon est indispensable, avec des approches bi-régionales bien sûr. Si on le supprime, Bruxelles et la Wallonie perdront ensemble. »

E.D.